

**NUMÉRO
SPÉCIAL**

**Rapport d'activité
2019**

**Agir ici pour
un monde plus juste**

PUBLIC EYE – LE MAGAZINE
N° 22 – Février 2020

Public Eye

Sommaire

- 5 **Pesticides**
- 8 **Campagne Clean Clothes**
- 13 **Matières premières agricoles**
- 17 **Matières premières**
- 19 **Politique commerciale**
- 22 **Santé et accès aux médicaments**
- 25 **Consommation responsable**
- 26 **Multinationales responsables**
- 28 **Groupes régionaux et bénévolat**
- 33 **Organisation : organes et structure**
- 42 **Remerciements**
- 43 **Rapport financier 2019**
- 51 **Mission et histoire**



Pierrette Rohrbach, présidente

PUBLIC EYE – LE MAGAZINE Numéro spécial –
Rapport d'activité 2019 – n° 22, février 2020
—
ISSN 2504-1258 – Paraît six fois par année
en français et en allemand. Cotation-abonnement
annuelle 75 fr.

ÉDITION Roman Bolliger (D) et Raphaël de
Riedmatten (F) | COLLABORATION Maxime Ferréol et
Daphne Grossrieder | MISE EN PAGES Karin Hutter
PHOTOS Marion Nitsch | IMPRESSION Vogt-Schild
Druck AG, Cyclus Print & Leipa, FSC
TIRAGE F : 9700 ex. / D : 27 200 ex.

CONTACT Public Eye
Av. Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne
Tél. +41 (0) 21 620 03 03 | contact@publiceye.ch
publiceye.ch
—
COMPTE POSTAL 10-10813-5

Éditorial

Au-delà de ses mythes fondateurs et de ses innombrables clichés alpestres aux relents de fondue conviviale – que nous avons décidé d'écorner un peu cette année –, la Suisse moderne s'est toujours trouvée à la croisée des chemins. Quelle Suisse voulons-nous ? Une Suisse solidaire et responsable qui s'engage pour plus de justice et d'équité dans le monde ? Ou une Suisse privilégiée et égoïste qui défend les seuls intérêts de ses multinationales et de sa place financière ?

À l'intersection de ces deux visions antinomiques de la Suisse, Public Eye s'efforce depuis plus de 50 ans d'orienter notre pays sur la voie de la solidarité. À l'heure où le débat autour de l'initiative pour des multinationales responsables oppose, une fois de plus, les chantres de la sacro-sainte « liberté économique » à celles et ceux qui pensent que notre pays doit assumer ses responsabilités et réguler plus étroitement les activités problématiques des multinationales, la tension est palpable.

Comme on pouvait s'y attendre, les récentes manœuvres politiques des lobbies économiques cherchent à vider de toute substance le texte de l'initiative en proposant un nouveau contre-projet inacceptable. Grâce au soutien de nos désormais plus de 26 000 membres et de nos donateurs et donatrices, ainsi qu'à l'engagement de nos groupes régionaux, nous allons tout mettre en œuvre pour que notre pays ose faire le choix courageux de la justice et de l'équité.

Au nom du comité et de l'équipe, je tiens à vous remercier chaleureusement pour votre très fidèle soutien et pour la confiance que vous nous témoignez. | *Pierrette Rohrbach, présidente*



**La pulvérisation
toxique**
Une tradition helvétique

Des pesticides extrêmement dangereux « made in Switzerland »

En 2019, Public Eye a révélé le rôle central joué par Syngenta dans le commerce mondial de pesticides extrêmement dangereux. Le géant bâlois de l'agrochimie vend notamment dans des pays en développement et émergents des pesticides qui sont interdits en Suisse.

En début d'année, les traces de pesticides extrêmement dangereux « made in Switzerland » nous ont conduits au Brésil. Depuis les années 1990, le pays est devenu une superpuissance agricole et occupe désormais la deuxième place des exportateurs de produits tels que le soja, la canne à sucre et le café. La croissance de la production a occasionné une multiplication des volumes de pesticides épanchés : le Brésil consomme aujourd'hui neuf fois plus de produits toxiques agricoles qu'il y a trente ans et, avec environ 550 000 tonnes par an, plus que tout autre pays. L'utilisation massive de pesticides n'est pas dénuée de conséquences sur l'environnement et la santé humaine.

Dans l'État du Mato Grosso, au cœur des monocultures, nous avons rencontré des travailleurs agricoles, des spécialistes et des parents d'enfants malades. Ils font

tous état d'une augmentation du nombre de cancers infantiles et de malformations congénitales dans les régions où l'on utilise le plus de pesticides, ce que confirment de plus en plus d'études scientifiques.

La poule aux œufs toxiques de Syngenta

Gramoxone, Engeo Pleno ou Primoleo : au Mato Grosso, nous n'avons pas eu à chercher longtemps les marques du géant Syngenta. Elles sont omniprésentes : sur de grandes affiches au bord des routes, dans les points de ventes spécialisés et sur les bidons utilisés. Ces trois produits contiennent des substances dont l'utilisation est interdite sur le sol suisse en raison de leur forte toxicité pour l'humain ou les abeilles, ou parce qu'elles contaminent les

sources d'eau potable. Mais Syngenta continue de les vendre, notamment au Brésil, où la multinationale domine le marché de l'agrochimie.

De l'eau potable contaminée

On retrouve des traces de ces activités néfastes jusque dans l'eau potable. Pendant plusieurs mois, Public Eye a collaboré avec les journalistes d'investigation de Repórter Brasil pour analyser les données du programme national de contrôle de la qualité de l'eau potable. Les résultats montrent que des millions de Brésiliennes et de Brésiliens sont régulièrement exposés à un cocktail de pesticides dont les effets à long terme sont encore inconnus aujourd'hui. Parmi les substances détectées dans l'eau potable figurent certains pesticides vendus par Syngenta au Brésil.

À l'aide d'une carte interactive, nous avons mis à la disposition de la population des informations détaillées sur les pesticides présents dans l'eau de leur commune. Nos révélations ont déclenché une vague d'indignation dans tout le pays : des centaines de sites d'information, de journaux et de chaînes de télévision ont relayé la publication et des consultations ont eu lieu dans de nombreuses communes et plusieurs États ainsi qu'au Congrès national à Brasília.

Pour donner un visage aux nombreuses personnes qui luttent au Brésil contre l'utilisation massive de pesticides, nous avons mandaté un artiste brésilien pour réaliser des « portraits aux pesticides », peints avec de l'eau contaminée. À l'aide d'une pétition, nous avons fait pression sur Syngenta pour que la firme mette un terme à ses ventes de pesticides extrêmement dangereux.

De juteux profits

Selon les résultats de notre recherche basée sur des données exclusives, la multinationale joue un rôle central dans le commerce mondial de produits présents sur la liste des « pesticides extrêmement dangereux » du réseau Pesticide Action Network (PAN) en raison de leur dangerosité pour l'environnement et la santé humaine. En 2017, nous estimons que Syngenta a généré un chiffre d'affaires de 3,9 milliards de dollars grâce à de tels pesticides, soit plus que toute autre entreprise. Comme ces produits sont interdits en Suisse et dans l'Union européenne, ses marchés les plus lucratifs étaient des pays en développement et émergents, dont le Brésil.

Une pétition signée par 38 000 personnes

Au mois d'août, avec l'aide des activistes de nos groupes régionaux (*lire également pages 28 à 30*), nous avons tra-

versé la ville de Bâle avec nos « portraits aux pesticides » afin de marquer la remise à Syngenta des près de 38 000 signatures de personnes lui demandant d'honorer enfin ses promesses de durabilité, et de revoir son modèle d'affaires toxique.

À l'arrivée de notre « convoi exceptionnel » au siège de Syngenta, nous avons été accueillis, à notre grande surprise, par le personnel de l'entreprise qui se disait « disposé à dialoguer » et nous offrait un apéritif (que nous avons poliment refusé). Plutôt qu'une remise officielle de la pétition, Syngenta aurait préféré une discussion en tête-à-tête – sur des « bases scientifiques » et à propos des grands défis de notre époque. Le géant de l'agrochimie s'efforce plus que jamais de redorer son blason en tentant d'y apporter une touche de vert, et affirme se tenir à l'écoute des préoccupations de la population – notamment à travers des « sessions d'écoute » avec la société civile.

Même si Syngenta se dit de plus en plus ouverte au dialogue, la multinationale continue de se murer dans le silence dès que l'on évoque les problèmes sociaux et environnementaux que cause son modèle d'affaires. Bien que de plus en plus d'États interdisent les pesticides les plus nocifs, le géant bâlois refuse toujours fermement de mettre un terme à son commerce de pesticides extrêmement dangereux. ■

Perspectives

- ▶ Public Eye est parvenue pour la première fois l'année dernière à mettre en évidence le rôle central de Syngenta sur le marché international des pesticides extrêmement dangereux.
- ▶ En 2020, nous continuerons de travailler sur ce business toxique des géants de l'agrochimie, qui n'hésitent pas à vendre sur des marchés en développement et émergents des pesticides déjà interdits dans le pays où ils sont domiciliés, tels que la Suisse et les États membres de l'UE, car ils sont jugés trop dangereux pour l'environnement ou la santé.
- ▶ Nous voulons accentuer la pression sur les multinationales et les milieux politiques afin qu'un terme soit enfin mis à ce commerce scandaleux. En Suisse, Public Eye va continuer de s'engager pour l'interdiction des exportations de pesticides bannis sur notre sol, et pour que les autorités soutiennent également à l'international des solutions adéquates; car pour protéger les générations à venir, il est essentiel que les pesticides les plus toxiques soient retirés du marché international.

Pour un salaire vital

Manifestations salariales au Bangladesh en début d'année, lettre ouverte aux enseignes de la mode et campagne « L'exploitation, pas mon style! » : le salaire vital était au cœur du travail de Public Eye en 2019.

En début d'année, la Campagne Clean Clothes (CCC) a appelé à une semaine internationale de solidarité avec les travailleuses du textile au Bangladesh, en réaction à la violente répression de leurs manifestations salariales. Des actions ont été organisées devant les ambassades et consulats du Bangladesh à Genève, Berlin, Bruxelles, La Haye, Édimbourg, Londres, Madrid, New York et Washington. À travers le monde, des organisations de défense des droits humains, des syndicats et des associations de consommation ont exigé le versement d'un salaire vital pour le personnel des usines de textile, la fin de la répression, et des fabriques plus sûres au Bangladesh.

Au mois d'avril, la question du salaire vital dans l'industrie textile était de nouveau sur le devant de la scène lorsque Public Eye et ses partenaires ont envoyé une lettre ouverte aux enseignes de la mode pour les

inviter à parler de salaires, leur demandant combien gagnent les personnes qui fabriquent, transportent et vendent leurs vêtements sur l'ensemble de leur chaîne de production et d'approvisionnement. Seules quelques rares entreprises nous ont répondu, et nous avons donc accentué la pression à l'automne et cherché les réponses par nous-mêmes.

L'exploitation, pas notre style !

En septembre, nous avons lancé notre campagne « L'exploitation, pas mon style! » afin de réclamer un salaire vital pour les employé·e·s de l'industrie textile et demander aux enseignes où elles en sont sur la question des salaires. Notre Évaluation des entreprises 2019 sur le salaire vital dans l'industrie textile a mis en évidence les maigres progrès réalisés ces cinq dernières années, et ce malgré les promesses des géants de la mode. Même si quelques-unes



Montée de la
mode éphémère
à l'alpage



des 45 entreprises interrogées ont réalisé quelques modestes avancées, rares sont encore les personnes sur leurs chaînes de production et d'approvisionnement qui reçoivent un salaire suffisant pour vivre. Les mesures volontaires ne permettent aucune amélioration et sont insuffisantes.

Public Eye exige donc que les salaires soient calculés sur la base de valeurs de référence claires, que les marques adoptent une stratégie concrète et assortie d'un calendrier de mise en œuvre et qu'elles fassent preuve de transparence. Car jusqu'à présent, la plupart des entreprises refusent de communiquer sur le niveau des salaires effectivement versés sur leurs chaînes de production et d'approvisionnement et se cachent derrière l'inaction de leurs concurrents.

Le mur du silence

Nous avons voulu voir si une pression citoyenne pouvait aider à percer le mur du silence. Public Eye a initié un dialogue avec huit enseignes de la mode pour exiger une plus grande transparence sur les salaires versés au personnel des usines. Nous leur avons demandé concrètement sous quel délai elles prévoyaient que toutes les travailleuses et tous les travailleurs de leurs chaînes d'approvisionnement toucheraient enfin un salaire vital.

Public Eye a ainsi envoyé plus de 200 000 interpellations au service clientèle de huit des plus grandes enseignes de la mode présentes en Suisse : Calida, C&A, H&M, Strellson, Tally Weijl, Triumph, Zalando et Zara.

Une action participative

La forte participation à notre action d'interpellation a montré aux entreprises qu'il est de plus en plus difficile pour elles d'ignorer la question des salaires. Mais les marques continuent de botter en touche quand on leur pose des questions concrètes.

Pour maintenir la pression, il faut emprunter de nouvelles voies : à l'aide d'une recherche participative, nous avons montré, ensemble, qu'il existe quelques enseignes plus transparentes. Au total, plus de 250 entreprises ont été passées au crible quant à leur transparence et leur reconnaissance du salaire vital.

Sur les traces d'un pull de Zara

Salaires de misère, heures supplémentaires excessives, contrats de travail précaires : Public Eye a enquêté sur les conditions de production d'un pull emblématique de Zara, et ainsi offert un aperçu des coulisses du géant Inditex, propriétaire de la marque. À force d'entêtement, nous sommes parvenus à remonter la chaîne de produc-

tion d'un pull-over de la collection « Join Life » de Zara, censée être un modèle de durabilité, jusque dans les usines en Turquie.

Le géant espagnol de la mode se présente volontiers comme une entreprise durable et responsable. Pourtant, selon les informations obtenues sur place et le résultat de nos estimations détaillées de la structure du prix d'un tel pull-over, Inditex est loin d'être un modèle de vertu. Pour engranger ses milliards, la multinationale exerce une forte pression sur les prix de ses fournisseurs, ce qui a de graves conséquences sur les personnes directement impliquées dans la fabrication.

Selon les informations que nous avons pu obtenir sur place, les ouvriers et les ouvrières gagneraient entre 2000 et 2500 liras turques par mois, soit à peine un tiers environ du salaire vital – c'est-à-dire un salaire permettant à deux adultes et deux enfants de vivre dans la dignité. Et pendant ce temps, selon nos estimations, Inditex gagne plus de deux fois la somme dévolue aux travailleuses et travailleurs sur l'ensemble de la chaîne de production. ■

Perspectives

- ▶ Public Eye va continuer de mettre les enseignes de la mode face à leurs responsabilités et d'enquêter sur les chaînes d'approvisionnement et sur la structure de prix des vêtements.
- ▶ La question du salaire vital reste une thématique centrale de notre travail en 2020. Comme les initiatives volontaires des entreprises se révèlent être de la poudre aux yeux et restent clairement insuffisantes, nous allons continuer de réclamer des mesures contraignantes pour que les droits des travailleurs et travailleuses à un salaire vital et à des conditions de travail dignes ne dépendent pas du bon vouloir de certaines entreprises, mais qu'elles soient toutes tenues de les respecter, et que le personnel des usines puisse les poursuivre en cas de conflit.
- ▶ Au mois de juin, la Campagne Clean Clothes se réunira à l'occasion de son forum mondial. Organisé tous les cinq ans, il se tiendra cette année en Indonésie, et donnera au réseau la possibilité de faire le point et de discuter de notre stratégie pour les années à venir.



Fondue à l'oseille

+ Une spécialité suisse +

La Suisse et les géants du négoce agricole

La Suisse est l'une des places les plus importantes au monde pour le négoce de matières premières agricoles comme le café, le cacao, le sucre ou les céréales. Public Eye s'est penchée sur ce secteur encore méconnu afin de mettre en lumière l'importance des géants du négoce agricole et de nombreux cas de violation des droits humains.

En 2011, notre livre *Swiss Trading SA. La Suisse, le négoce et la malédiction des matières premières* lançait une importante discussion sur la place suisse du négoce de matières premières. Cet ouvrage portait alors essentiellement sur les agissements des négociants de pétrole et de minerais, mais comprenait déjà un chapitre sur le commerce agricole. Soja, coton, concentré de jus d'orange : ces divers produits sont souvent appelés « soft commodities » dans le jargon du négoce.

Public Eye a voulu en savoir plus sur les négociants agricoles domiciliés en Suisse, et sur leur influence à toutes les étapes de la chaîne de production agricole au niveau mondial. Et la tâche s'est révélée ardue. Comme la plupart de ces sociétés sont des entreprises familiales rarement cotées en bourse, elles ne sont pas tenues de publier leurs comptes. En outre, la nature du « commerce

de transit » ne permet pas d'obtenir d'informations sur le volume des transactions à travers les statistiques des importations et des exportations suisses.

Des acteurs influents

Une chose est sûre : c'est surtout depuis la Suisse que les opérations de négoce sont pilotées à des milliers de kilomètres de la misère qui sévit sur les plantations de bananes ou de coton. C'est pourquoi les noms des négociants sont rarement associés au personnel agricole exploité, au travail des enfants ou à la pollution des eaux. Pourtant, comme le montre le rapport que nous avons publié en juin sur les négociants de matières premières agricoles, ces sociétés portent une part de responsabilité dans cette misère. De nombreux négociants se sont transformés en d'immenses conglomérats et disposent de leurs

propres usines de transformation, de leur flotte marchande et même de leurs propres exploitations agricoles. Ils ont ainsi une influence directe sur les conditions de production. Le négoce agricole est désormais extrêmement concentré, et un nombre très réduit d'entreprises se partagent les profits.

Des conditions de travail déplorables

Cette situation entraîne un grand déséquilibre dans les rapports de force. Et les conditions de travail sont des plus difficiles dans l'agriculture, en particulier pour les produits intensifs en main-d'œuvre tels que le coton, le café, le cacao, la banane ou les agrumes. Nous avons documenté des dizaines de violations des droits humains et du droit du travail en lien avec des négociants domiciliés en Suisse. Le travail forcé et l'absence d'équipements de protection sont toujours monnaie courante dans la production agricole. L'agriculture est le secteur qui compte le plus d'enfants travaillant dans des conditions inacceptables.

Pour les monocultures industrielles, Public Eye a relevé de nombreux indices d'accaparement des terres et de déforestation illégale. L'ensemble du secteur agricole est entaché de mauvaise gestion et de corruption. Et même si les négociants ne sont pas responsables de tous les pro-

blèmes qui le gangrènent, ils contrôlent souvent l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, de la culture à la vente en gros. De par leur position dominante sur leur marché, ils auraient les moyens de prendre des mesures contre la détresse des petits exploitants et du personnel agricole. ■


Perspectives

- ▶ Les négociants agricoles mènent leurs activités à l'étranger et comptabilisent leurs bénéfices en Suisse. Notre pays profite ainsi du potentiel fiscal de ces entreprises. Malgré toute la controverse qui les entoure, les entreprises de ce type sont appâtées par la Suisse, comme cela a récemment été le cas avec le négociant agricole chinois Cofco International.
- ▶ Face aux conditions de travail déplorables dans la production agricole, la Suisse a tendance à fermer les yeux. Cette année, Public Eye va lui rappeler son obligation d'assumer ses responsabilités dans le négoce agricole également. En nous penchant sur un produit agricole spécifique, nous montrerons les conséquences des pratiques commerciales irresponsables des négociants.



Grütli – Le serment
de la solidarité pernicieuse





Exploitation	10 min	Solidarité	9h
Inégalités	20 min	Justice	12h
Corruption	45 min	Équité	23h



Helvetia

ET LA COURSE D'ORIENTATION



L'étai se resserre

La septième plus grande entreprise de Suisse a été condamnée pour corruption en 2019 ; le Ministère public de la Confédération (MPC) a perquisitionné les bureaux genevois des numéros 1 et 3 dans le cadre du gigantesque scandale de corruption Petrobras. Et l'Autorité britannique anticorruption a ouvert une enquête sur la deuxième plus importante société.

Ces entreprises ont toutes un point commun : ce sont des négociants de matières premières. Que ce soit Vitol (n° 1), Glencore (n° 2), Trafigura (n° 3) ou Gunvor (n° 7), ces multinationales domiciliées en Suisse ont également autre chose en commun : Public Eye a travaillé sur chacune d'entre elles par le passé.

Gunvor condamné

Nous avons montré, depuis 2017, les pratiques douteuses de Gunvor en République du Congo (Congo-Brazzaville) et documenté les dérives de cette affaire tentaculaire. Dans son ordonnance de 2019, le MPC conclut que le trader genevois n'avait pas pris toutes les précautions organisationnelles nécessaires et raisonnables (conformément à l'article 102 du Code pénal suisse) pour empê-

cher la corruption d'agents publics étrangers. Le négociant s'est rendu coupable de « défauts d'organisation conséquents », selon le communiqué du MPC. « Le risque de corruption était accepté par [Gunvor] et était inhérent à l'activité commerciale de l'entreprise, à tout le moins sur les marchés en cause », précise même l'ordonnance.

Glencore, Vitol et Trafigura dans le viseur de la justice

En novembre 2018, des recherches de Public Eye révèlent que Vitol et Trafigura ont rémunéré des intermédiaires soupçonnés d'avoir versé des pots-de-vin à des dirigeants de la compagnie pétrolière semi-étatique brésilienne Petrobras ainsi qu'à des politiciens locaux. Il y a deux ans, Public Eye déposait une plainte pénale contre Glencore

pour corruption présumée en République démocratique du Congo. Grâce au concours du controversé Dan Gertler, le géant zougais des matières premières a obtenu des rabais considérables dans l'acquisition de mines de cuivre et de cobalt. En 2019, nous avons soumis un autre document controversé au MPC. Il semble que les agents anti-corruption en Grande-Bretagne s'intéressent également à cette affaire : ils ont ouvert une enquête contre l'entreprise.

Les avances explosives de Trafigura au Soudan du Sud

En 2019, Public Eye a également montré dans une enquête que l'utilisation d'intermédiaires douteux reste une pratique courante. Alors que le géant genevois Trafigura prêtait des dizaines de millions de dollars au gouvernement du Soudan du Sud, une partie de ces « avances pétrolières » ont échoué sur le compte d'un ancien colonel israélien. Sous sanctions américaines, celui-ci est accusé d'avoir fomenté la guerre civile dans la région en vendant des lance-roquettes et des munitions aux deux camps. L'exemple du Soudan du Sud illustre une fois de plus la nécessité d'une supervision du marché des matières premières (ROHMA) et d'une diligence raisonnable pour les négociants de matières premières.

Plainte pénale contre Credit Suisse

La corruption du secteur financier a également occupé Public Eye en 2019. Au Mozambique, un prêt de plus de deux milliards de dollars, détournés à grande échelle et accompagné de pots-de-vin, a fait exploser la dette publique de ce pays toujours miné par la pauvreté. La moitié de cette somme a été distribuée par la filiale britannique de Credit Suisse.

Après l'annonce de cette nouvelle dette, le Fonds monétaire international et divers pays, dont la Suisse, ont immédiatement suspendu leur soutien budgétaire direct au Mozambique. La hausse de l'inflation qui en a résulté et les mesures d'austérité prises par le gouvernement ont atteint la population locale de plein fouet. Il y a suffisamment de preuves pour ouvrir une enquête en Suisse et pour clarifier la responsabilité pénale de la maison-mère, à Zurich, dans l'octroi de prêts et les suspicions de paiements corruptifs. Au printemps 2019, Public Eye a ainsi déposé une plainte pénale contre Credit Suisse auprès du Ministère public de la Confédération. ■

Perspectives

- ▶ Malgré la condamnation de Gunvor pour des faits de corruption au Congo, les sanctions visant des entreprises restent malheureusement exceptionnelles. L'équipe dirigeante du négociant genevois s'en est d'ailleurs tirée à bon compte, malgré l'enquête du MPC qui a révélé que la corruption faisait partie du modèle d'affaires de Gunvor.
- ▶ Tout au long de l'année à venir, nous répondrons donc aux questions liées à cette impunité. Pourquoi est-il si difficile d'enquêter sur ces crimes et de punir les coupables en Suisse, un pays où tant d'entreprises exposées à la corruption ont établi leur siège ? Y a-t-il un vide juridique ? Existe-t-il des difficultés procédurales insurmontables ou la volonté des autorités judiciaires fait-elle défaut ? Pourquoi l'amende maximale ne peut-elle dépasser le dérisoire montant de cinq millions de francs ? Et surtout : que faut-il mettre en œuvre pour empêcher les entreprises de détourner le regard ou de banaliser la corruption ?
- ▶ Bien entendu, nous continuerons, en 2020, à surveiller de près les entreprises et à scruter leurs pratiques douteuses. Laquelle de ces multinationales du négoce fera l'objet de notre prochaine enquête ? Nous préférons lui réserver la surprise.

Pour des échanges durables

Que ce soit avec la Malaisie, l'Indonésie ou le Mercosur, la Suisse doit faire preuve de plus de cohérence pour aligner ses accords de libre-échange sur les principes de la durabilité. C'est pourquoi Public Eye doit maintenir la pression.

C'est en grande partie grâce à nos années de travail sur l'huile de palme que l'accord de libre-échange avec l'Indonésie a pour la toute première fois fait de la durabilité de la production d'une marchandise importée la condition de réductions de droits de douane. Un (tout) petit pas dans la bonne direction. Car, malheureusement, l'accord ne définit pas clairement ce que l'on peut considérer comme une huile de palme durable et ne prévoit pas de contrôle systématique du respect des dispositions. De plus, aucune sanction efficace ne sera infligée en cas de violation. Avant la ratification de l'accord, Public Eye a donc tenté à plusieurs reprises de convaincre le Parle-

ment de la nécessité de prendre des mesures supplémentaires. En vain pour l'instant.

Accord commercial avec le Mercosur

L'accord prévu avec les États du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) nous a également beaucoup occupés l'année dernière. Car à la différence de l'accord avec l'Indonésie, le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) aurait amorcé un virage dans sa politique (nous ne pouvons pas en être certains car le texte n'est toujours pas disponible, plusieurs mois après la fin des négociations). Alors que l'expansion de la production agricole a entraîné de nombreux incendies qui ont ravagé la forêt amazonienne, la Suisse préfère refuser que des dispositions de durabilité soient une condition à l'octroi de concessions douanières. ■

Perspectives

- ▶ Cette année, nous allons renforcer notre action pour un accord avec le Mercosur qui soit respectueux de l'environnement et des droits humains. Le référendum annoncé par divers milieux contre cet accord de libre-échange constituera une chance de convaincre le Conseil fédéral de la nécessité de réorienter sa politique commerciale.
- ▶ Au vu des preuves accablantes de l'internement de plus d'un million d'Ouïghour-e-s dans des camps pénitentiaires dans le nord-ouest de la Chine, nous avons demandé en fin d'année que l'accord de libre-échange avec la Chine soit immédiatement suspendu, et nous continuerons d'accentuer la pression en 2020. Car le danger est bien trop grand que des produits issus du travail forcé dans ces camps soient commercialisés sur le marché suisse, et que ceux-ci fassent en plus l'objet de concessions douanières grâce à cet accord!

Plein
aux as



Brevet de la pharma : une victoire historique

Notre campagne pour des médicaments abordables de 2018 porte ses fruits. Si le Conseil fédéral n'envisage toujours pas la licence obligatoire, il admet que l'escalade des prix est un problème. En 2019, Public Eye est intervenue au niveau européen pour contraindre Novartis à renoncer à un brevet abusif pour une thérapie anticancéreuse – une victoire historique !

Le débat sur le prix des médicaments prend une nouvelle tournure après la demande de licence obligatoire déposée par Public Eye sur le bureau du ministre de la Santé pour le Perjeta (traitement de Roche contre le cancer du sein). Dans sa réponse, Alain Berset botte en touche mais reconnaît que l'escalade des prix est un problème. Les médias s'emparent du sujet, avec un changement de narratif : l'accent n'est plus mis sur les coûts élevés de la recherche mais sur les marges abusives.

Les lobbies se mobilisent

La tension était palpable lors de l'Assemblée mondiale de la santé à Genève. À l'ordre du jour figurait une résolution pour plus de transparence sur la fixation des prix des médicaments. En conséquence des pressions des lobbies

pharmaceutiques, une version édulcorée, qui exclut de tout regard scrutateur les coûts de recherche, a été finalement adoptée. Dans un secteur aussi opaque, l'adoption d'une telle résolution représente une étape importante.

Autre exemple de mobilisation contre l'intérêt public, lorsque le lobby présent au Parlement torpille une motion traitant de la licence obligatoire, pourtant préalablement acceptée par le Conseil fédéral. La branche pharmaceutique craint tout précédent pouvant remettre en cause son modèle d'affaires.

Victoire historique

En juillet, Public Eye et Médecins du Monde déposaient, auprès de l'Office européen des brevets à Munich, une opposition contre un brevet abusif du Kymriah, ce trai-

tement personnalisé de Novartis contre le cancer du sang, facturé 370 000 francs l'injection. Contre toute attente, le géant bâlois annonce fin 2019 renoncer au brevet contesté, et retire même une demande pour un autre brevet lié. Une victoire historique. Cette volte-face fragilise la position de Novartis dans les négociations du prix de sa thérapie. Elle profite toutefois à une initiative des hôpitaux universitaires visant à développer des thérapies similaires mais publiques, et donc sensiblement moins chères.

Accès aux médicaments testés

Une nouvelle recherche menée par Public Eye et ses partenaires dans cinq pays émergents accueillant de nombreux tests de médicaments montre que Roche et Novartis ne satisfont pas à leurs obligations éthiques du fait de politiques de prix inadaptées. Certains traitements anticancéreux testés sur place coûtent plus cher qu'en Suisse sans être remboursés par une assurance, et représentent plusieurs décennies de travail au salaire minimum légal. L'accès à ces traitements équivaut à une véritable loterie. ■

Perspectives

- ▶ Public Eye continuera en 2020 à proposer des solutions concrètes et à plaider pour davantage de transparence sur le prix des médicaments brevetés, qui comptent aujourd'hui pour 1 franc sur 5 de nos primes (un franc sur quatre de l'assurance de base, tous médicaments confondus).
- ▶ À ce jour, les mesures préconisées par le Conseil fédéral sont inefficaces pour juguler les coûts croissants des médicaments brevetés, notamment des anticancéreux, aboutissant à des restrictions de remboursement, voire à terme des rationnements. Le spectre de la médecine à deux vitesses rôde plus que jamais. Des instruments légaux comme la licence obligatoire sont nécessaires pour agir efficacement contre le pouvoir de fixation des prix de l'industrie pharmaceutique conféré par les brevets et les monopoles abusifs qu'ils engendrent. Il est urgent de rétablir un équilibre entre intérêts publics (l'accès aux traitements vitaux pour tous à un coût abordable) et privés (profits de la pharma).
- ▶ Public Eye poursuivra son action contre des brevets abusifs qui n'auraient jamais dû être octroyés, comme celui du Kymriah victorieusement contesté en 2019.



*L'art de contrer
le schlugg
du négociant*



Une question systémique

Peut-on sauver la planète par nos choix de consommation ? Est-il possible de consommer de façon vraiment durable ? Quelle est la part de responsabilité des consommateurs et consommatrices ? Et dans quels cas faut-il réglementer ou interdire ?

Comment « bien consommer » ? Cette question nous est fréquemment posée, mais il n'y a pas de réponse toute faite. C'est pourquoi nous avons récemment publié notre position « Consommation et équité » sur publiceye.ch/consommation. Pour Public Eye, les questions de consommation ne doivent pas seulement être appréhendées comme une problématique isolée, mais comme une composante de notre action visant à façonner une économie plus durable et équitable.

C'est incontestable : la surconsommation actuelle dépasse les limites de la durabilité et entraîne des perturbations et des destructions irréversibles de l'environnement. Mais quand il s'agit de consommer, nous ne sommes pas tous égaux : certaines personnes consomment trop, tandis que d'autres n'ont pas accès à certains biens. Cette répartition très inégalitaire de la consommation soulève des questions fondamentales d'équité.

Pour une approche systémique

Compte tenu de la multiplicité des problèmes et de l'urgence des mesures à prendre, un comportement d'achat individuel réfléchi n'est pas suffisant. De nombreux problèmes liés à la consommation sont structurels et appellent des solutions systémiques. Pour faire face aux maux qui gangrènent les chaînes de production mondialisées, il est aussi essentiel de renforcer les lois et de réguler les activités des sociétés.

Pour Public Eye, il y a toujours plusieurs leviers pour initier des changements. Changer nos habitudes d'achats en est un. Toutefois, il ne faut pas négliger les autres : en tant que citoyen·ne engagé·e, activiste, responsable d'entreprise ou comme voix critique, nous avons plusieurs cartes en main pour influencer le cadre politique et améliorer les conditions de production dans l'industrie mondialisée. ■

Mauvais tacle des adversaires de l'initiative

En football, on parlerait d'un une-deux. La manœuvre tactique destinée à éviter un sérieux contre-projet à l'initiative pour des multinationales responsables pourrait remettre en jeu le texte original et déboucher sur une grande finale dans les urnes.

Cet été, alors que les deux équipes étaient en vacances, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a saisi la balle au bond en présentant une contre-proposition dénuée de substance. La politicienne a ensuite passé le ballon au conseiller d'État zurichois Ruedi Noser qui a interrompu le match, sous les applaudissements du staff technique composé des membres d'économiesuisse. Toujours en jambes, le duo Keller-Sutter/Noser s'est encore imposé en décembre dans l'hémicycle du nouveau Conseil d'État, parvenant à écarter le contre-projet le plus sérieux.

Une simulation pour déstabiliser les électeurs

Le texte alibi proposé à la place du premier contre-projet est une simulation. Les grandes entreprises n'auraient qu'à rédiger un rapport annuel sur la façon dont elles respectent les droits humains. Seuls quatre minerais, connus

pour alimenter les conflits, ainsi que la thématique du travail des enfants seraient soumis à un devoir de diligence raisonnable. Aucun mécanisme d'application crédible n'a été mis en place. Ce simulacre de proposition vise à faire croire aux électeurs que l'initiative pour des multinationales responsables est superflue. Il est donc important que nous puissions convaincre le plus de gens possible que les brochures en papier glacé ne suffisent pas à protéger les droits humains.

Un très large soutien

L'an dernier, Public Eye et le comité d'initiative se sont entraînés dur en vue de la grande finale. Plus de 120 organisations de défense des droits humains, de l'environnement, du développement et des consommateurs font désormais partie de notre coalition. Le comité économique comprend plus de 160 entrepreneurs défendant

l'initiative et un comité de 120 personnalités politiques issues de partis bourgeois (PBD, PDC, PEV, Vert'libéraux et UDC), fraîchement créé, est également attaché aux préoccupations de l'initiative. La Conférence des Évêques Suisses, la Fédération des Églises protestantes de Suisse, l'Alliance évangélique suisse, la Fédération des Églises libres de Suisse et de nombreux autres acteurs ecclésiastiques apportent aussi leur soutien.

Le facteur décisif : nos « supporters »

Mais le facteur décisif sera finalement le public, les innombrables supporters de l'initiative qui en parleront autour d'eux, sur le terrain de sport, en faisant les courses, à l'école ou au travail. En 2019, des milliers (!) de personnes actives se sont déjà regroupées dans plus de 300 comités régionaux.

La manœuvre du duo Keller-Sutter/Noser restera dans les annales comme un mauvais tackle. À nous de remporter la victoire en finale ! ■

Perspectives

► La décision du Conseil des États ne signifie pas le coup de sifflet final des débats parlementaires. Le dossier revient maintenant au Conseil national, qui avait déjà voté deux fois en faveur d'un contre-projet substantiel représentant un véritable compromis, fortement réclamé par certains secteurs économiques et accepté par le comité d'initiative. Le 30 janvier, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a discuté des (grandes !) différences entre les deux textes. Celles-ci seront réglées par les deux chambres lors de la session de mars et une décision finale sera prise par le Parlement avant la date butoir d'avril. Il y aura donc une dernière épreuve de force.

► Les chances qu'un contre-projet solide nous permette de retirer l'initiative ne sont plus très élevées après le mauvais tackle de nos adversaires. Nous couronnerons donc ces nombreuses années de préparation de campagne par un fulminant sprint final avant que le peuple ne soit appelé à voter, (très probablement) en septembre ou novembre 2020. Avec votre soutien et votre mobilisation, nous allons remporter ce match !

Un engagement indispensable et multiple

De Zurich à Genève, en passant par Bâle et Lausanne, les groupes régionaux de Public Eye font entendre la voix d'une Suisse responsable et solidaire. Leurs actions de sensibilisation prennent différentes formes, mais c'est avec le même dynamisme et beaucoup de créativité qu'ils soutiennent notre action pour un monde plus juste.

Par leur engagement bénévole, les neuf groupes régionaux de Public Eye participent au succès de nos campagnes, en imaginant et en mettant sur pied des actions de rue créatives et percutantes, en tenant des stands d'information dans des endroits ciblés ou en récoltant de précieuses signatures pour donner du poids à nos revendications.

Une forte présence dans les rues

En 2019, vous les avez peut-être rencontrés au Festival du film et forum international sur les droits humains (FIFDH) ou au festival Alternatiba Léman, deux événements devenus incontournables pour le groupe de Genève. À Lausanne, le groupe vaudois a participé pour la première fois au Festival de la Terre, exposant sur l'esplanade de Montbenon les portraits de militantes et de militants

brésiliens qui dénoncent l'usage intensif des pesticides et les pratiques illégitimes de Syngenta dans leur pays.

Tout au long de l'année, nos bénévoles se sont aussi frottés à un public moins averti, lors de nombreux stands et actions de rue en marge de nos campagnes. En quelques mois, ils ont récolté plusieurs milliers de signatures, dans toute la Suisse, pour dire «non aux pesticides extrêmement dangereux de Syngenta». À l'automne, ils ont rappelé que, en dépit des belles promesses des enseignes de la mode, les salaires de misère restent la règle dans l'industrie textile mondiale. Ils ont invité les consommateurs et les consommatrices à interpeller les grandes marques en écrivant à leur service clientèle pour leur demander quand les personnes qui fabriquent nos vêtements gagneront enfin assez pour vivre. Afin de briser le mur du silence, des membres de nos groupes régionaux et d'autres béné-

voles ont également contribué à une recherche participative inédite: plus de 300 petites et grandes enseignes de la mode ont été saisies dans une base de données et évaluées en fonction de leur engagement en matière de transparence et de salaires sur leur chaîne d'approvisionnement.

Soutien marqué à l'initiative

Enfin, en marge du « ping-pong parlementaire » autour de l'initiative pour des multinationales responsables, les

Rejoignez notre équipe de bénévoles

Les groupes régionaux de Public Eye apportent une contribution essentielle à notre travail d'information et de sensibilisation. En Suisse romande, deux groupes existent à Genève et à Lausanne. Engagez-vous avec nous pour un monde plus juste!

Plus d'informations sur publiceye.ch/groupe-regionaux ou auprès de:

Danielle Schoenenberger en Suisse romande:
regional@publiceye.ch / 021 620 03 03
Ursina Mayor et Ursula Haller en Suisse alémanique: regus@publiceye.ch / 044 2 777 999



groupes régionaux ont poursuivi leur engagement en faveur de règles contraignantes pour que les sociétés domiciliées en Suisse respectent les droits humains et l'environnement, partout dans le monde. Ils ont organisé de nombreuses projections de films suivies d'un débat pour parler de la nécessité d'agir en Suisse, au niveau politique. À Genève et à Lausanne, plusieurs dizaines de militant·e·s ont affiché, lettre par lettre, leur soutien à l'initiative lors d'actions éphémères sur des sites emblématiques de leur ville (*voir photos*).

Nous remercions chaleureusement les membres des groupes régionaux pour leur engagement multiple et indispensable : sans vous, nos campagnes n'auraient pas le même visage, ni le même impact ! ■

Le bénévolat en chiffres

Type de bénévolat	Nombre de personnes	Nombre d'heures réalisées
Aide dans les bureaux	8	895
Visites dans les écoles (en Suisse alémanique, coordination comprise)	40	2 150
Comité	10	751
Groupes régionaux	229	8 762
Total	287	12 558





© Groupe régional Winterthur



© Groupe régional Bâle

Visites dans les écoles

En Suisse alémanique, un programme de visites dans les écoles existe depuis de nombreuses années. Deux collaborateurs du secrétariat, engagés à titre bénévole, assurent la coordination des visites. Quelque trente bénévoles interviennent sur invitation dans les classes.

En Suisse romande, les collaboratrices et les collaborateurs du bureau de Lausanne ont répondu, selon leurs disponibilités, aux sollicitations de plusieurs établissements scolaires, afin de sensibiliser les étudiants à nos thématiques de travail.

Public Eye édite ponctuellement un matériel pédagogique de qualité en français.

Plus d'informations : publiceye.ch/ecoles





© Alizée Vitzthou Wu



© Martin Bichsel



© Alizée Vitzthou Wu



© Martin Bichsel



© Groupe régional Genève

Organisation

ORGANES ET STRUCTURE

Responsabilité et décisions

Public Eye est une association organisée de manière transversale au sein de laquelle la participation et la prise de décision selon le mode consensuel occupent une place privilégiée.

La direction collégiale de Public Eye est assurée par quatre personnes. Le département thématique est placé sous la responsabilité de Christa Luginbühl (santé, agriculture et consommation) et d'Andreas Missbach (matières premières, commerce et finance). Christian Engeli est responsable du département communication et promotion et Alessandra Silauri du département finances et administration.

Une équipe solide

Au 31 décembre 2019, les deux bureaux de Public Eye, à Lausanne et à Zurich, comptaient un total de 34 collaborateurs et collaboratrices permanent·e·s, qui ont en outre bénéficié du soutien de chargés de projets thématiques et de stagiaires engagés pour une durée déterminée. À eux s'ajoutent deux bénévoles responsables des visites dans les écoles en Suisse alémanique (*lire page 31*).

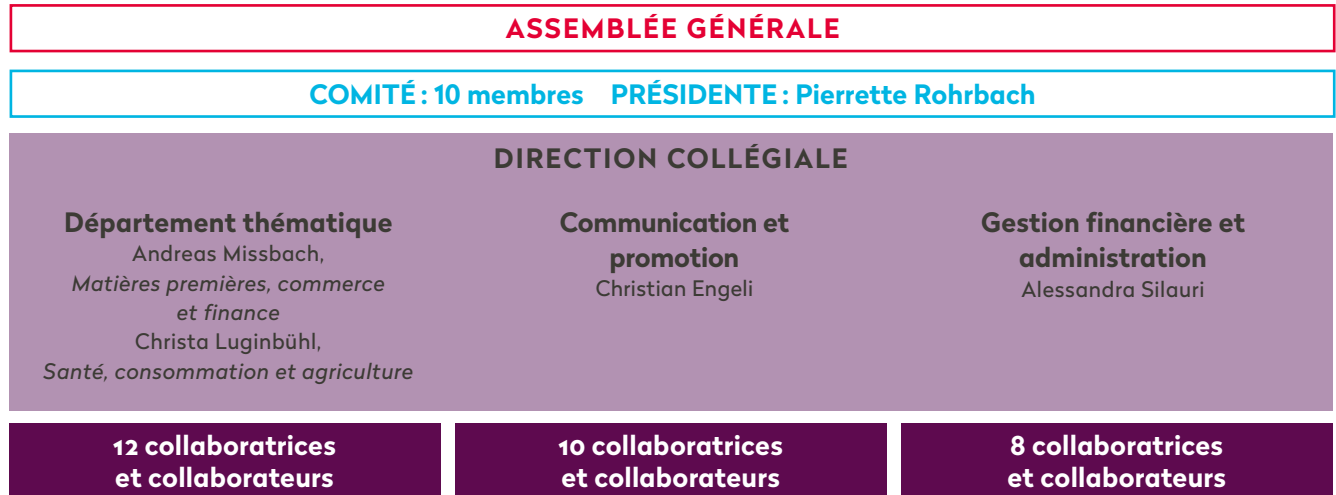
Les collaborateurs et collaboratrices de Public Eye bénéficient d'une convention collective de travail de la branche ONG du Syndicat des services publics (SSP). Une commission du personnel composée de cinq personnes représente les intérêts des collaborateurs et collaboratrices vis-à-vis de la direction et du comité.

Un fort engagement du comité

Le comité est l'organe de décision stratégique de Public Eye. Ses dix membres assument différentes responsabilités en lien avec les activités de l'organisation. Conformément aux statuts, la Suisse latine et la Suisse alémanique sont chacune représentées par au moins quatre membres au sein du comité (*lire page 37*). Celui-ci s'est réuni cinq fois en 2019, et son engagement à titre bénévole a représenté 751 heures de travail. ■

Organigramme

(Situation au 31 décembre 2019)



Public Eye a deux secrétariats, l'un à Lausanne et l'autre à Zurich, qui s'occupent également des membres et des donateurs de la Suisse italienne. Le personnel salarié des deux bureaux a été épaulé par de nombreux bénévoles et par les neuf groupes régionaux. En Suisse alémanique, Public Eye peut également compter sur l'engagement bénévole de son équipe de visite dans les écoles. ■



Elisabeth Chappuis, Pierrette Rohrbach, Christophe Siegenthaler, Claudia Frick, Alessia Jemetta,
Thomas König, Zineb Benkhelifa et Res Peter. Manquent sur la photo : Beata Hochstrasser et Fred Sommer.

Le comité

Présidente

- ▶ **Pierrette Rohrbach**, membre du conseil de la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco). Membre du comité de Public Eye depuis 2007, présidente de Public Eye au niveau national depuis 2012, membre de la délégation pour les ressources humaines.

Vice-présidence

- ▶ **Zineb Benkhelifa**, licence en lettres, assistante de direction de l'Association suisse des artistes de la scène et déléguée de la Ville de Zurich à l'égalité des droits des personnes en situation de handicap. Au comité depuis 2015, membre de la délégation pour les ressources humaines.
- ▶ **Christophe Siegenthaler**, licence en économie politique, chef de service à l'Office fédéral de la statistique. Au comité depuis 2012, membre de la commission financière.

Autres membres du comité

- ▶ **Claudia Frick**, licence en droit, formation en droits humains, juriste au Centre social protestant Vaud depuis 2002. Au comité depuis 2016.

- ▶ **Elisabeth Chappuis**, avocate à Lausanne. Au comité depuis 2010.
- ▶ **Beata Hochstrasser**, licence en lettres, directrice de l'association Evangelischer Frauenbund, Zurich. Au comité depuis 2016, membre de la délégation pour les ressources humaines.
- ▶ **Alessia Jemetta**, infirmière. Au comité depuis 2018.
- ▶ **Thomas König**, professeur et docteur ès sciences naturelles, enseignant à la clinique de psychiatrie et psychothérapie de l'Université de Berne. Au comité depuis 2018.
- ▶ **Res Peter**, pasteur de la paroisse réformée de Zurich-Neumünster, vice-doyen du chapitre paroissial de Zurich. Au comité depuis 2018.
- ▶ **Alfred Sommer**, master en sciences de l'administration publique (IDHEAP), consultant indépendant. Au comité depuis 2015, membre de la commission des finances.

Ont quitté le comité en 2019

- ▶ **Marc Audétat**, politologue, responsable de recherche à l'Interface sciences-société de l'Université de Lausanne. Au comité depuis 2007.

L'équipe

Situation au 31.12.2019

PROGRAMMES THÉMATIQUES (12,5 équivalents plein temps)

Santé, consommation et agriculture

- ▶ **Flurina Doppler**, matières premières agricoles (ZH)*
- ▶ **Patrick Durisch**, santé (LS)
- ▶ **Laurent Gaberell**, agriculture et biodiversité (LS)
- ▶ **David Hachfeld**, Campagne Clean Clothes (ZH)
- ▶ **Carla Hoinkes**, agriculture et biodiversité (ZH)
- ▶ **Alice Kohli**, enquêtes (ZH)
- ▶ **Silvie Lang**, matières premières agricoles (ZH)
- ▶ **Christa Luginbühl**, responsable du département et membre de la direction (ZH)
- ▶ **Elisabeth Schenk**, Campagne Clean Clothes (ZH)*

Matières premières, commerce et finance

- ▶ **Thomas Braunschweig**, politique commerciale (ZH)
- ▶ **Adrià Budry Carbó**, enquêtes (LS)
- ▶ **Anina Dalbert**, juriste (ZH)
- ▶ **Agathe Duparc**, enquêtes (LS)
- ▶ **Anne Fishman**, matières premières et finance (LS)
- ▶ **Andreas Missbach**, responsable du département et membre de la direction (ZH)
- ▶ **David Mühlemann**, matières premières et finance (ZH)
- ▶ **Urs Rybi**, responsabilité des entreprises et matières premières (ZH)

COMMUNICATION ET PROMOTION (9 équivalents plein temps)

- ▶ **Roman Bolliger**, promotion et récolte de fonds (ZH)
- ▶ **Oliver Classen**, médias (ZH)
- ▶ **Christian Engeli**, responsable du département et membre de la direction (ZH)
- ▶ **Maxime Ferréol**, traduction et rédaction (LS)
- ▶ **Floriane Fischer**, communication en ligne (LS)
- ▶ **Daphne Grossrieder**, communication en ligne (ZH)*
- ▶ **Timo Kollbrunner**, rédaction et publications (ZH)
- ▶ **Rebekka Köppel**, communication en ligne (ZH)
- ▶ **Ursina Mayor**, coordination du bénévolat (ZH)
- ▶ **Raphaël de Riedmatten**, publications et promotion (LS)
- ▶ **Chantal Sierro**, financement des projets et legs (ZH)
- ▶ **Géraldine Viret**, médias (LS)

FINANCES ET ADMINISTRATION (6 équivalents plein temps)

- ▶ **Cornelia Celio**, comptabilité et admin. du personnel (ZH)
- ▶ **Sonia Cirillo**, finances et informatique (ZH)
- ▶ **Baptiste Corthay**, administration et informatique (LS)
- ▶ **Ursula Haller**, administration des bénévoles (ZH)
- ▶ **Sibylle Müller**, administration et suivi des membres (LS)
- ▶ **Silvia Ramseier**, administration et suivi des membres (ZH)
- ▶ **Sasha Roderer**, administration et suivi des membres (ZH)
- ▶ **Danielle Schoenenberger**, administration et groupes régionaux (LS)
- ▶ **Alessandra Silauri**, responsable du département et membre de la direction (LS)

COORDINATION DES VISITES DANS LES ÉCOLES (bénévoles)

- ▶ **Florian Duss** et **Pascale Zellweger** (ZH)

ONT QUITTÉ L'ORGANISATION EN 2019

- ▶ **Nicole Aeberhard**, comptabilité et administration du personnel (LS)
- ▶ **Camille Chappuis**, finance et matières premières (LS)*
- ▶ **Rebeka Eckstein**, communication en ligne (ZH)*
- ▶ **Marc Guéniat**, enquêtes (LS)
- ▶ **Melanie Nobs**, communication en ligne (ZH)*
- ▶ **Barbara Wüthrich Breuer**, comptabilité et administration du personnel (ZH)

Public Eye tient à remercier chaleureusement toutes les collaboratrices et tous les collaborateurs qui ont quitté l'organisation en 2019 pour leur précieuse contribution et leur engagement.

*poste à durée déterminée

À propos des photos

Cette année, nous avons décidé de revisiter quelques mythes, spécialités et autres spécificités helvétiques sous un angle légèrement décalé.

Sauf indication contraire, toutes les images ont été réalisées par la photographe Marion Nitsch en collaboration avec la graphiste Karin Hutter.

À noter que lors de la réalisation des photos, les membres suivants de l'équipe n'étaient pas disponibles : Anne Fishman, Florian Duss et Christa Luginbühl.

Assemblée générale 2019

Duplex depuis Bâle, « road movie » et invité de prestige : lors de l'assemblée générale du 18 mai 2019 à Fribourg, la campagne de Public Eye sur les pesticides extrêmement dangereux était sur le devant de la scène.

Le son grésille un peu, l'image saute quelques fois, puis la diffusion commence. À l'écran, deux activistes en vêtements de protection font une déclaration enflammée dans les rues de Bâle contre l'utilisation de pesticides extrêmement dangereux.

Ce duplex depuis Bâle, en direct de la Marche contre Bayer et Monsanto, lance un après-midi de discussions autour de notre campagne sur les pesticides. L'experte de Public Eye Carla Hoinkes vient présenter les résultats de notre enquête sur le modèle d'affaires toxique de Syngenta avec ses pesticides extrêmement dangereux (*lire également page 5*).

Avec un court film en forme de « road movie », nous invitons ensuite les plus de 200 personnes présentes à un petit voyage au Brésil, où nous sommes allés constater les conséquences désastreuses de l'utilisation massive de pesticides.

Visite du Rapporteur spécial des Nations Unies

Moment fort de l'assemblée générale, Baskut Tuncak, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les substances toxiques, fait part des expériences décevantes de ses discussions avec Syngenta, et des difficultés qu'il rencontre pour réglementer l'utilisation de pesticides au niveau mondial. Il déconstruit ensuite le mythe colporté par l'industrie selon lequel on ne pourrait pas nourrir la population mondiale sans recourir à une utilisation massive de pesticides. Selon M. Tuncak, le problème n'est pas la quantité de nourriture disponible, mais plutôt la façon dont elle est répartie. Et surtout, il souligne que le droit à l'alimentation ne devrait pas être opposé au droit à la vie.

Dans la partie statutaire de l'assemblée générale, tenue dans la matinée, les membres présents avaient validé les comptes annuels et posé des questions engagées sur le rapport d'activité de l'année écoulée. ■



Votre soutien, c'est notre force

Grâce au soutien de toutes les personnes qui, depuis plus de 50 ans, s'engagent à nos côtés pour un monde plus juste, Public Eye est devenue un acteur respecté et écouté de la société civile en Suisse. Nous tenons à leur exprimer notre gratitude.

Public Eye peut désormais compter sur plus de 26 000 membres pour faire entendre ses revendications pour un monde plus équitable et une Suisse responsable. Et c'est grâce à leur soutien financier et à celui de tous nos donateurs et donatrices que nous sommes en mesure de poursuivre notre travail de recherche et de campagne en toute indépendance. Nous sommes très touchés par leur fidélité. Nous tenons aussi à remercier toutes celles et tous ceux qui ont pensé à nous dans leurs dernières volontés.

Une partie de notre travail repose par ailleurs sur le précieux soutien de paroisses, fondations et autres organisations. En 2019, les institutions suivantes nous ont soutenus par une contribution financière de plus de 10 000 fr. : la Fédération genevoise de coopération (FGC), la Fédération vaudoise de coopération (Fedevaco), la Commission Terre Nouvelle de la communauté des paroisses réformées de Berne, les fondations Corymbo, Crain-Zivy,

Däster-Schild, GlobalLokal, Salvia, Temperatio, Volkart, ainsi que d'autres qui ne souhaitent pas être mentionnées. Nous les remercions chaleureusement pour la confiance qu'elles nous témoignent.

Donner de son temps

Mais Public Eye ne serait rien sans ses nombreux bénévoles : neuf groupes régionaux engagés et une équipe de visite dans les écoles en Suisse alémanique qui portent nos messages dans la rue et les salles de classe. Nous tenons également à remercier le comité et ses dix membres qui s'engagent aussi gracieusement.

En 2020, nous allons poursuivre sans relâche notre travail pour un monde plus juste et nous nous réjouissons de pouvoir compter sur l'indéfectible soutien de nos membres, de nos donatrices et de nos donateurs, ainsi que des organisations qui adhèrent à notre cause. ■

Rapport financier 2019

SELON LE CODE DES OBLIGATIONS ET LA SWISS GAAP RPC 21

Commentaires

Grâce au fidèle soutien de nos membres actuels et de diverses organisations, ainsi qu'à un investissement important pour recruter de nouveaux membres, Public Eye enregistre en 2019 des recettes de près de 5,7 millions de francs. Un résultat réjouissant proche du montant exceptionnel de l'année de notre jubilé.

Le montant des cotisations des membres a augmenté de 9 % et atteint un total de 1,85 million de francs. Les dons reçus sont plus élevés qu'en 2018, qui était déjà une année record. Ils se montent à plus de 2,9 millions de francs. Nous avons aussi reçu plus de 196 000 francs de legs et près de 674 000 francs de produits liés aux programmes, ce qui nous a permis de couvrir une partie des charges liées aux projets.

Les charges de personnel et les charges administratives sont restées stables. Nous avons investi plus d'argent (14 % de plus qu'en 2018) pour le travail de suivi des membres et de récolte de fonds, ce qui a largement contribué à l'augmentation des montants versés par les membres.

Un résultat annuel légèrement déficitaire

Nous terminons l'année avec un déficit de 155 451 francs. Pour couvrir ce déficit, un montant de 100 000 francs a été prélevé sur le fonds lié aux projets et le reste sur le capital libre. Les fonds affectés aux projets, essentiellement constitués de contributions liées à des projets provenant de fondations et d'institutions, ont augmenté en 2019 de 79 463 francs nets. Le capital de l'organisation s'élève à plus de 3,6 millions de francs, ce qui nous permettra de poursuivre notre travail de recherche et d'enquête, de lancer de nouveaux projets et de nous engager efficacement dans la campagne de l'initiative pour des multinationales responsables. ■

Bilan

Actif	31.12.2019		31.12.2018		Évolution
	CHF	%	CHF	%	
Actif circulant					
Liquidités	4 246 337	94	4 057 751	91	5
Créances	3 439	0	4 773	0	-28
Stocks	6 283	0	5 693	0	10
Comptes de régularisation actifs ¹	84 297	2	304 415	7	-72
Total actif circulant	4 340 356	96	4 373 631	98	-1
Actif immobilisé					
Immobilisations financières ²	22 343	1	22 311	0	0
Dépôt de garantie	42 372	1	42 361	1	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	108 319	2	26 173	1	314
Total actif immobilisé	173 034	4	90 845	2	90
Total actif	4 513 390	100	4 463 476	100	1
Passif					
	CHF	%	CHF	%	Évolution
Engagements à court terme					
Dettes ³	127 408	3	122 585	3	4
Provision à court terme ⁴	150 000	3	0	0	100
Comptes de régularisation passifs	50 420	1	116 464	2	-57
Régularisation vacances heures supplémentaires	426 251	9	389 128	9	10
Total engagements à court terme	754 079	17	628 177	14	20
Total capital des fonds	129 463	3	50 000	1	159
Total engagements à court terme et fonds affectés	883 542	20	678 177	15	30
Capital de l'organisation					
Capital lié au plan social	500 000	11	400 000	9	25
Capital lié au personnel	880 000	19	980 000	22	-10
Capital lié aux projets	984 864	22	1 084 864	24	-9
Capital lié pour la régulation des legs	200 000	4	200 000	4	0
Capital libre	1 064 984	24	1 120 435	25	-5
Total capital de l'organisation	3 629 848	80	3 785 299	85	-4
Total passif	4 513 390	100	4 463 476	100	1

Comptabilité

Produits	2019		2018		Évolution
	CHF	%	CHF	%	
Dons	2 930 702	51	2 913 546	50	1
Legs	196 952	3	261 316	5	-25
Cotisations membres	1 854 300	33	1 700 775	29	9
Produits liés aux programmes	674 293	12	849 380	15	-21
Ventes et autres produits	37 017	1	52 657	1	-30
Total produits d'exploitation	5 693 264	100	5 777 674	100	-1
Charges	2019		2018		Évolution
	CHF	%	CHF	%	
Charges de projets					
Charges de personnel	-2 672 522	47	-2 556 004	44	5
Charges de projets ⁵	-1 359 191	24	-1 117 401	20	22
Total charges de projets	-4 031 712	71	-3 673 405	64	10
Charges de collecte de fonds et de publicité générales					
Charges de personnel	-281 035	5	-308 222	5	-9
Suivi des membres et récolte de fonds ⁶	-626 565	11	-550 454	10	14
Total charges de collecte de fonds et de publicité générales	-907 600	16	-858 676	15	6
Charges d'administration					
Charges de personnel	-559 123	11	-542 914	10	3
Charges administratives	-248 040	4	-235 266	4	5
Total charges d'administration	-807 163	15	-778 180	14	4
Total charges	-5 746 475	102	-5 310 261	93	8
Résultat d'exploitation	-53 211	-1	467 413	8	-111

	2019		2018		Évolution
	CHF	%	CHF	%	%
Résultat financier	-23 543	0	-12 426	0	89
Total résultat hors exploitation et exceptionnel	766	0	0	0	100
Résultat avant variation du capital des fonds	-75 988	-1	454 987	8	-117
Variation des fonds affectés ⁷	-79 463	-1	10 000	0	-895
Résultat annuel (avant utilisations/allocations capital de l'organisation)	-155 451	-3	464 987	8	-133
Variation du capital de l'organisation					
Variation du capital lié	100 000	2	-300 000	-5	100
Variation du capital libre	55 451	1	-164 987	-3	-134
	0		0		0

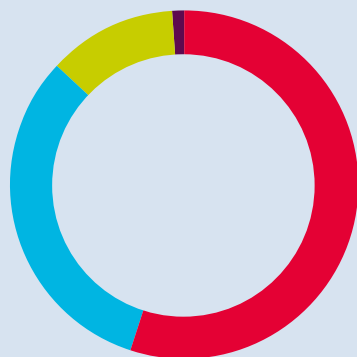
Notes

- 1 Les comptes de régulation des actifs comprennent environ 65 100 francs de produits à recevoir qui concernent l'année 2019.
- 2 Public Eye détient des actions comme instruments d'influence lors des assemblées générales d'entreprises dont elle critique certaines activités ou pour soutenir des entreprises qu'elle a contribué à fonder.

- 3 Il s'agit des dettes d'exploitation usuelles composées de factures de fournisseurs encore impayées.
- 4 Provision pour procédures judiciaires.
- 5 Deux grandes campagnes ont été réalisées en 2019 sur les thématiques des pesticides et du salaire vital dans l'industrie textile (Campagne Clean Clothes).
- 6 En 2019, Public Eye a intensifié ses efforts

- 7 En 2019, 577 870 francs ont été attribués aux fonds affectés et 498 407 francs ont été prélevés, ce qui se traduit par cette affectation nette.

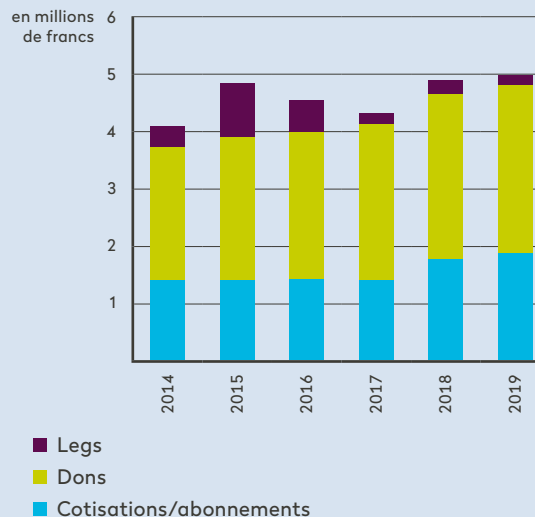
Recettes



- 54 % Dons et legs
- 33 % Cotisations
- 12 % Produits liés aux programmes
- 1 % Ventes et autres produits

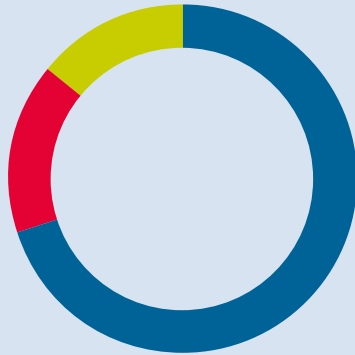
En 2019, Public Eye est financée à 87 % par les cotisations de ses membres, des dons et des legs. La majeure partie du financement des projets provient de fondations, de paroisses et d'institutions publiques, ainsi que des fédérations genevoise et vaudoise de coopération. Les autres produits sont des bénéfices provenant de la vente de produits et des honoraires.

Évolution des cotisations, des dons et des legs



Public Eye enregistre une croissance réjouissante et continue des dons. Les recettes provenant des cotisations de membres ont fortement augmenté grâce à un effort intensif de recrutement de nouveaux membres. Les recettes de legs sont sujettes à d'importantes fluctuations. En 2019, elles se sont élevées à 196 952 francs.

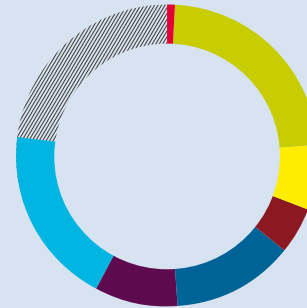
Répartition des dépenses



- 70 % Programmes et campagnes
- 16 % Suivi des membres et récolte de fonds
- 14 % Administration

Les projets représentent 70 % (69 % l'année précédente) des dépenses, personnel compris. Les charges administratives s'élèvent à 14 % (15 % l'année précédente) et les dépenses pour le suivi des membres et la récolte de fonds à 16 % (16 % l'année précédente). Public Eye a intensifié ses efforts de recrutement de membres en 2019, tout en maintenant des charges administratives, de suivi des membres et de récolte de fonds proportionnellement au même niveau que l'année précédente.

Répartition des dépenses par programme



- 1 % Politique commerciale
- 23 % Agriculture (pesticides)
- 7 % Santé
- 5 % Finance et fiscalité
- 13 % Matières premières
- 9 % Matières premières agricoles
- 19 % Campagne Clean Clothes
- 23 % Projets transversaux

En termes de charges de programmes (personnel compris), 23 % sont liées à la thématique de l'agriculture (pesticides), et 19 % à la Campagne Clean Clothes sur le salaire vital, qui ont fait l'objet d'une importante campagne en 2019. L'ampleur des dépenses par programme dépend des moyens choisis et ne reflète pas le poids donné au contenu. Les dépenses pour projets transversaux correspondent à notre travail d'information général, et à notre engagement dans le cadre de l'initiative pour des multinationales responsables.



Tél. +41 44 444 35 55
Fax +41 44 444 35 35
www.bdo.ch

BDO SA
Schiffbaustrasse 2
8031 Zurich

Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint
à l'Assemblée générale de la

Public Eye, Association fondée sur la Déclaration de Berne, Berne

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, tableau de flux de trésorerie, tableau sur la variation du capital et annexes) de la Public Eye, Association fondée sur la Déclaration de Berne, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2019. Selon la Swiss GAAP RPC 21, les informations du rapport de performance ne sont pas soumises au contrôle de l'organe de révision.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels conformément à la Swiss GAAP RPC, aux exigences légales et aux statuts incombe au comité alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des opérations de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'entité contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ou d'autres violations de la loi ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'éléments nous permettant de conclure que les comptes annuels ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément à la Swiss GAAP RPC, et qu'ils ne sont pas conformes à la loi et aux statuts.

Zurich, le 30 janvier 2020

BDO SA

Marco Beffa

Expert-réviseur agréé

I.V. Emanuel Carvalho

Réviseur responsable
Réviseur agréé

Révision

Le bilan et le compte d'exploitation présentés aux pages 45 à 47 sont extraits et résumés des comptes annuels 2019. Les comptes 2019 ont été vérifiés dans leur intégralité par la société BDO SA.

L'intégralité des comptes annuels établis conformément au Code des obligations et aux normes comptables SWISS GAAP RPC est disponible en téléchargement à l'adresse publiceye.ch/rapportfinancier ou peut être commandée auprès du secrétariat.

Contact: 021 620 03 03 | contact@publiceye.ch

Public Eye – une association fondée sur la Déclaration de Berne

Public Eye a été fondée sur la base de la « Déclaration de Berne » de 1968, manifeste qui demandait des relations plus équitables entre la Suisse et les pays pauvres. Depuis plus de cinquante ans, Public Eye reste fidèle à la vision et aux valeurs de ses fondateurs, qui proposaient de s'attaquer aux causes de la pauvreté.

Alors que les populations vulnérables des pays pauvres sont contraintes d'accepter des conditions de travail indignes, subissent les conséquences de la dégradation de leur environnement, vivent en dessous du seuil de pauvreté et voient leurs droits humains bafoués, la Suisse bénéficie d'une prospérité grandissante. Elle joue un rôle de premier plan dans des secteurs économiques cristallisant les dérives d'une mondialisation poussée à l'extrême.

Par son importance économique et financière, l'influence de ses multinationales et ses habitudes de consommation, la Suisse participe au maintien des inégalités. Public Eye se donne pour mission de regarder là où les sociétés préféreraient que leurs activités restent

dans l'ombre, de dénoncer leurs méfaits et de proposer des mesures concrètes pour y remédier.

Par son travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, elle fait entendre la voix de ses quelque 26 000 membres pour une Suisse responsable et s'engage également au sein de réseaux internationaux, en collaboration avec d'autres organisations de la société civile. ■

► Plus d'informations : publiceye.ch




Depuis plus de 50 ans, Public Eye porte un regard critique sur l'impact de la Suisse et de ses entreprises sur les pays pauvres. Par un travail d'enquête, de plaidoyer et de campagne, Public Eye demande davantage d'équité et le respect des droits humains partout dans le monde. Forte du soutien de ses quelque 26 000 membres, Public Eye agit ici, en Suisse, pour un monde plus juste.

Public Eye

Avenue Charles-Dickens 4 | CH-1006 Lausanne
+41 (0) 21 620 03 03 | contact@publiceye.ch
Compte postal 10-10813-5

publiceye.ch

 [PublicEyeSuisse](https://www.facebook.com/PublicEyeSuisse)
 [@PublicEyeSuisse](https://twitter.com/PublicEyeSuisse)
 [@publiceye.ch](https://www.instagram.com/publiceye.ch)



Agir ici pour
un monde
plus juste

Public Eye